

N° 6007

Session ordinaire 2008-2009

**Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant
pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds
des routes**

Dépôt (Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat): 11.03.2009

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Travaux publics
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 11 mars 2009

Pour le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

la Secrétaire générale adjointe



Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Art. 1^{er}. L'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes est modifié comme suit :

« Art. 16. Il est institué un fonds spécial, dénommé «Fonds des routes».

Les dépenses occasionnées par la réalisation du programme général d'établissement d'une grande voirie de communication, prévu à l'article 6, alinéa 1er, ainsi que celles relatives à la remise en état de cette même voirie et les frais de maintenance et d'entretien du centre de contrôle du trafic sont imputables au Fonds des routes.

Peuvent également être imputées à charge du Fonds des routes les dépenses relatives à des travaux:

- de construction, de reconstruction, de remplacement, de réhabilitation et d'assainissements, ainsi que d'entretien des ouvrages d'art et hydrauliques de l'Etat,
- de construction de routes nationales et de chemins repris,
- de redressement et d'aménagement de la chaussée, d'amélioration et de réfection des revêtements des routes nationales et des chemins repris,
- de construction et de réfection des pistes cyclables nationales,
- d'aménagement de couloirs pour bus avec dispositifs de signalisation, de plate-formes intermodales et de gares routières.

Le Ministre des travaux publics ordonnance les montants versés au Fonds des routes.

Le Fonds des routes est alimenté:

- a) par des dotations budgétaires;
- b) par des recettes d'emprunts;
- c) par le produit de la vente d'immeubles acquis dans le cadre du programme précité et rendus disponibles après l'établissement de la grande voirie;
- d) par les remboursements effectués par la République fédérale d'Allemagne conformément à l'article 7 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne concernant la jonction des autoroutes et la construction d'un pont frontalier sur la Moselle dans la région de Perl et de Schengen signée à Luxembourg, le 18 avril 1994, et approuvée par la loi du 18 août 1995.

Les sommes dont question sub b), c) et d) de l'alinéa qui précède sont portées directement en recette au Fonds des routes.»

Art. 2. Il est ajouté un article 16bis à la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes avec la teneur suivante :

« Art. 16bis. Il est créé un comité de gestion du fonds chargé de conseiller le Ministre, placé sous l'autorité du Ministre, composé de :

- cinq délégués du Ministre dont deux délégués de l'Administration des Ponts et Chaussées;

- un délégué du ministre ayant dans ses attributions le budget.

Le comité est présidé par un délégué du Ministre.

Un règlement grand-ducal précise les modalités de fonctionnement de ce comité.

Le comité de gestion a pour mission :

- la planification pluriannuelle des dépenses du fonds ;
- l'ajustement du rythme des dépenses aux disponibilités financières du fonds ;
- la coordination des projets ;
- la présentation d'un rapport annuel sur l'exécution et le financement des travaux.

Le comité de gestion peut recueillir tous les renseignements nécessaires à l'appréciation des dossiers qui lui sont soumis et se faire assister par des experts. »

Exposé des motifs

En vue de faire face à la crise économique qui touche actuellement notre pays, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics. En matière de voirie, cette relance se manifeste par un avancement dans la mise en œuvre du programme de construction en décalant vers l'avant un nombre aussi élevé que possible de projets initialement prévus pour fin 2009 voire 2010. Il s'agit notamment d'un côté de chantiers de grande voirie pour lesquels le parlement a déjà donné son accord de principe et de l'autre côté d'infrastructures du domaine de la voirie normale dont la mise en chantier pourra être bénéfique pour les petites et moyennes entreprises du secteur de la construction.

Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance de l'économie, l'Etat doit se doter des moyens nécessaires. Un de ces moyens consiste à se doter de moyens de financement moins rigides et donc plus flexibles. Ceci vaut surtout pour les projets de la voirie normale dont le financement est assuré à l'heure actuelle par les crédits budgétaires du budget en capital dont dispose le ministère des Travaux Publics.

La flexibilité nécessitée peut être trouvée dans les fonds spéciaux tels qu'ils sont prévus par le chapitre 15 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.

Etant donné que le ministère des Travaux Publics dispose du Fonds des routes, il est fait abstraction de créer un nouveau fonds spécial avec pour objectif la réalisation de projets d'infrastructures routières du domaine de la voirie normale, mais d'adapter le Fonds des Routes de la sorte afin de lui permettre de prendre en charge les projets en question.

D'où le présent projet de loi qui propose de modifier l'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes afin de se donner les moyens pour financer des projets relatifs à la voirie normale de l'Etat par le fonds des routes.

Pour l'exercice 2009, les projets de voirie normale continueront à être pris en charge par les crédits budgétaires du budget en capital dans la limite disponible de ces crédits. Les projets que le Gouvernement entend réaliser en sus en vue de procéder à la relance du secteur du bâtiment pourront ainsi être financés par le biais du Fonds des routes.

A moyen terme il est prévu d'abandonner les crédits du budget en capital et de financer l'ensemble des projets de voirie normale par le Fonds des Routes qui devra en conséquence être doté des crédits nécessaires.

Par ailleurs, il est institué un comité de gestion à l'instar de ce qui est prévu dans d'autres fonds, pour permettre une utilisation saine et rationnelle des liquidités du fonds. La composition du comité, qui comprend un délégué du ministre ayant le budget dans ses attributions, permet tant une analyse technique qu'économique de la gestion du fonds.

Commentaire des articles

Article 1

L'article 16 est modifié en vue de permettre d'élargir le champ des projets pouvant être financés par imputation à charge du Fonds des routes.

Par la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006, la législation relative au Fonds des routes avait déjà été complétée pour permettre la prise en charge des dépenses d'investissement relatives à des travaux d'assainissement, voire de reconstruction des ouvrages d'art. Cette modification n'ayant pas prévu le cas de la construction de nouveaux ouvrages d'art, il a été pallié à cette carence en permettant de financer les travaux de construction de tels ouvrages.

Pour échapper aux contraintes budgétaires rigides, il est proposé de compléter la législation relative au Fonds des routes dans le sens de permettre la prise en charge des dépenses relatives à la construction de routes nationales et l'entretien des routes nationales et des chemins repris. Cet élargissement vise également la construction et la réfection des pistes cyclables nationales ainsi que l'aménagement de couloirs pour bus avec dispositifs de signalisation, de plate-formes intermodales et de gares routières

Article 2

Il est créé un comité de gestion, sous la tutelle du ministre ayant les travaux publics dans ses attributions, avec pour missions de veiller à la planification pluriannuelle des dépenses du fonds, à l'ajustement du rythme des dépenses aux disponibilités financières du fonds, à la coordination des projets et à la présentation d'un rapport annuel sur l'exécution et le financement des travaux.

A l'instar du comité de gestion déjà créé dans le cadre du Fonds d'entretien et de rénovation, ce comité aura pour finalité de veiller au jour le jour à une gestion efficace et transparente des moyens financiers mis à disposition pour la construction et l'entretien des routes et des ouvrages d'art.